

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Ecoliers-numerises>



Écoliers numérisés

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : mardi 6 décembre 2016

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Informatiser l'enseignement est un peu partout présenté comme une nécessité. Pédagogique ? Ou commerciale ? Dossier tabou, on n'exagère à peine

Autant commencer par l'attaque frontale. Elle vient de Manfred Spitzer, psychiatre et neurologue, directeur d'hôpital à Ulm, en Allemagne. Les écrans, dit-il, rendent stupides et malades.

Bon, les écrans... C'est pour parler simplement, d'un mot signifier la gamme des produits : tablette, PC ou smartphone, tout cela.

Ce qui l'inquiète particulièrement est leur diffusion dans les écoles. On dépense des millions, dit-il, pour « connecter » les établissements scolaires et, bien souvent, contre l'avis des enseignants. Les enseignants savent bien que l'informatisation est désastreuse pour l'enseignement, ils en voient quotidiennement les effets sur le comportement et sur les facultés de concentration et de raisonnement de leurs élèves. C'est dans une interview parue dans Vrij Nederland, édition du 15 octobre 2016. (C'est en néerlandais et ce n'est pas en ligne.)

On peut compléter avec une citation extraite du rapport de « benchmarking » des systèmes éducatifs que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, club des riches) a publié en 2015 dans le cadre de son programme PISA, référence obligée pour les « politiciens sans tête » (l'expression est jolie, elle est de Marcel Gauchet). On y lit ceci : « les pays qui ont consenti d'importants investissements dans les TIC dans le domaine de l'éducation n'ont enregistré aucune amélioration notable des résultats de leurs élèves en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences. » Sapristi !

Motus

Sapristi : pas fini. Car l'article qui épingle la citation poursuit en jugeant pour le moins étonnant que le ministère de l'Éducation nationale, en France, n'y voit qu'un encouragement à « améliorer » les résultats, donc une confirmation « de la nécessité du plan numérique pour la réussite des élèves ». L'article en question provient du Figaro (édition en ligne, 26 octobre 2015). Son titre : « École numérique : au profit des élèves ou de Microsoft ? » Le ton est donné. On rangera l'article parmi les opinions critiques. Elles sont rares.

C'est sans doute la caractéristique la plus remarquable de la question. Elle ne fait pas débat. On est devant un rouleau compresseur. La critique en devient inaudible.

Bizarre, tout de même. Les pouvoirs publics injectent des sommes considérables pour qu'il y ait des écrans à l'école (depuis la maternelle !) et cela ne pose pas question. Ou à peine.

De 2012 à 2016, la Région wallonne a, via ses « projets pilotes », fourni 5.824 tablettes, 690 ordinateurs et 293 TBI (lire « tableau blanc interactif », sorte d'écran géant censé remplacer craie et tableau noir) aux écoles avec, à la clé, un financement total de près de 5 milliards d'euros, « accompagnement technique » inclus. Ce n'est pas rien. Ce n'est pas loin de 200 milliards comptés en anciens francs belges : une sacrée manne pour l'industrie des TIC, reconnaissante, d'autant que, lit-on encore sur les sites publics de promotion de la cyber-école, les établissements scolaires en Wallonie compteraient (déjà ? en sus ? allez savoir) plus de 68.000 ordinateurs décrits comme «

utilisables » en 2013. Tous payés rubis sur ongle à l'industrie reconnaissante. C'est la deuxième fois que l'acronyme TIC est utilisé ici. Tout le monde n'est pas censé savoir. Il signifie « technologies de l'information et de la communication » et c'est, d'évidence, un euphémisme commercial. On comprend tout de suite mieux si on dit Microsoft, Apple, Google, Facebook et Amazon, les sociétés multinationales états-uniennes qui dominent le secteur - auquel les enseignants et écoliers constituent l'aubaine d'un « marché captif » servi sur un plateau d'argent.

Base scientifique ?

Les sites publics wallons de promotion offrent une abondance de matériaux d'une lecture assez fastidieuse. Ce sont ceux de l'AWT, l'agence wallonne du numérique (<http://www.awt.be/>) et de l'école numérique (<http://www.ecolenumerique.be/qa/>), surtout. On a beau éplucher, se fatiguer les yeux à chercher ce qui sous-tend, on n'y trouve aucune référence à la moindre étude scientifique justifiant la numérisation de nos « chères petites têtes blondes ».

Là, retour à Manfred Spitzer. Pour ses livres consacrés au sujet, dit-il dans l'interview précitée, il a consulté quelque 1.100 études scientifiques qui, « toutes, point par point, mettent en avant les effets pathogènes de notre usage des médias ». Digitaux, s'entend : les écrans et autres « machinalires » (le néologisme est de Lucien Polastron, il est taquin). N'y en a-t-il pas qui pointent des aspects positifs ? demande, étonné, l'intervieweur. Réponse : « C'est une question qu'on me pose souvent. Ce n'est pas faute de chercher à les découvrir. Il n'y en a presque pas. »

Alors ? Alors, rien. Au niveau ministériel, on se borne à se faire le chantre d'un « ambitieux plan d'action visant à faire de la Wallonie une Terre d'Excellence Numérique », doté de « 10 Objectifs stratégiques et 50 objectifs opérationnels ». Le tout présenté comme « une véritable « roadmap » pour se doter d'un territoire intégralement numérique à l'horizon 2025. »

Au niveau administratif, c'est, sur un autre air connu, plus prosaïque : que voulez-vous, il faut s'adapter. Dans le texte : « La rentrée scolaire est l'occasion pour les acteurs de l'éducation de confronter leur vision et leurs projets avec l'espoir de contribuer à la réforme de l'école. Celle-ci, en effet, comme toute organisation sociale, doit s'adapter et surtout se positionner vis-à-vis des évolutions de la société notamment, au niveau de la diffusion croissante des technologies numériques. » Et patati, et patata. C'est sur les sites précités.

Liaisons dangereuses

En grattant un peu, cependant, ce qui émerge est une promiscuité entre public et privé. Déjà au niveau ministériel, où on se fait fort d'avoir assis le fameux plan d'action sur une concertation avec de nombreux acteurs privés et publics : Belgacom/Proximus, Tecteo, KPN, Mobistar, Cisco, Microsoft, Hewlett-Packard, etc.

Sur le plan administratif, ce n'est guère mieux : le Prix 2015 des meilleures pratiques en éducation consacré aux initiatives de promotion de l'éducation de l'informatique dans les écoles primaires et secondaires est décerné sous l'égide de... Microsoft. Ou l'organisation en mars 2015 d'une « après-midi récréative et pratique autour de l'usage pédagogique des tablettes numériques à destination des enseignants » en collaboration avec Be-ODL, dont l'AWT se dit être un membre actif. Be-ODL ? C'est une asbl de promotion de l'enseignement digital fondée en 1999 où siègent entre autres Cisco Systems, Alcatel Bel, Fabrimétal, Siemens, Telenet et... le Forem.

Ou l'organisation, encore, par l'AWT, d'un happening en octobre 2015 en vue de « montrer une voie possible pour

changer l'école » en collaboration avec... le Microsoft Innovation Center de Mons. Ah ! oui, et qui anime un des ateliers récréatifs autour des tablettes numériques en mars 2015 ? Un certain François Jourde, présenté comme professeur de philosophie mais qui, lorsqu'on examine son curriculum vitae, met en avant qu'il est « Microsoft Expert Educator depuis 2013 », « Google Certified Innovator depuis 2011 » et « Apple Distinguished Educator depuis 2009 ». La philo mène à tout.

Un marché, je vous dis !

C'est plus flagrant encore en France, où président de la République et ministre de l'Éducation ont signé en 2015 un partenariat avec Microsoft dans le cadre du plan numérique français à l'école. Montant budgété en faveur de l'industrie reconnaissante : un milliard d'euros. Cela a été précédé de contacts cordiaux. En novembre 2011, signalait le site Framablog dédié à la promotion des logiciels libres, un colloque réunissait des inspecteurs de l'Éducation Nationale. Où cela ? Au siège de Microsoft. Idem en mai 2014 lors de la « Journée académique de l'innovation et du numérique éducatif » organisée par l'Académie de Paris. Ouverte aux académiques et enseignants, elle s'est, à nouveau, déroulée dans les locaux de Microsoft. Laquelle société en a profité pour promouvoir sa « classe immersive », dont certains enseignants, précise l'article du Figaro précité, en vantent d'ailleurs les mérites sur Regard Sur Le Numérique, site internet édité...par Microsoft, ou encore sur la page du Café Pédagogique, site bien connu des enseignants dont Microsoft s'affiche comme un partenaire ». On est entre gens du monde...

Récapitulons. L'école ? Un marché captif de choix. Plus-value pédagogique : nulle, les effets du « tout-digital » étant plutôt pathogènes. Il est même difficile de prétendre que les écrans à l'école réduiraient la « fracture numérique » ou familiariseraient les écoliers à l'univers du digital : du dernier baromètre (2016) de la société de l'information publiée par le ministère fédéral de l'Économie, il ressort que 82% des ménages belges disposent d'au moins un ordinateur et, comme souligne la journaliste et ex-enseignante Karine Mauvilly, co-auteur avec Philippe Bihouix du « Désastre de l'école numérique » (Seuil, 2016), non seulement sont-ce les enfants des milieux défavorisés qui sont les mieux équipés en écrans divers mais, sachant que les 16-24 ans passent déjà en moyenne près de huit heures par jour devant un écran, l'école devrait, à l'inverse, être par excellence le lieu d'une déconnexion. La source ici est un papier mis en ligne par Rue89Bordeaux (<http://rue89bordeaux.com/2016/08/ecole-numerique-creuse-les-inegalites/>).

Et qu'est-ce qui explique ? Au plan administratif, sans doute, le fait que la plupart des acteurs clés sont des technocrates (qu'on sait affligés d'une « capacité incapable », le mot est de Chateaubriand, il est joli). L'un a été « IT Manager » dans une boîte privée pendant vingt-cinq ans avant d'intégrer l'administration. Un autre a une licence en « management public » après des études d'ingénierie électrique, électronique et des communications. Un troisième a fait des études de physique. Ajouter les petites mains qui accompagnent le projet école numérique : l'une d'elle est « technicien en informatique », l'autre a un « master en sciences et technologies de l'information et communication ». Au niveau politique ? Une préoccupation surtout économique, « booster » les investissements étrangers, susciter des « clusters » de « start-up » sur les ruines d'un tissu industriel déserté.

Voir le lobby du tabac

L'économie, en l'espèce, c'est quoi ? Voilà qui vaut le coup d'oeil. Dans le baromètre de la société de l'information évoqué ci-dessus, on apprend (propres calculs) que les deux secteurs porteurs en Belgique, ceux de la fabrication d'équipements de communication (codes NACE 26.2 et 26.3), ont exporté, en 2014, pour environ 2,4 milliards d'euros, les importations pesant pour leur part 5,9 milliards, soit une balance commerciale négative de quelque 3,5 milliards... L'important, manifestement, est d'y croire.

La faute à l'Europe ? Largement. Sans entrer dans les détails, savoir qu'elle impose aux États membres un « Digital Agenda for Europe » prévoyant la « réalisation d'objectifs de performance essentiels [sic] d'ici 2020 », dicit le baromètre fédéral. BusinessEurope, la fédération patronale européenne, y veille. Interdit de rester à quai...

Manfred Spitzer ayant ouvert les débats, on lui laissera le mot de conclusion. Ce scientifique, auteur notamment de « Cyber Demenz » (Démence numérique, 2012) et « Cyberkrank » (Malade du numérique, 2015, ni l'un, ni l'autre en traduction française) compare le silence fait autour des dégâts du numérique (outre la dégradation des facultés mentales : dépression, obésité, diabète, hypertension) à ceux cachés pendant près de cinquante ans par le lobby du tabac, pour les mêmes raisons mais par un autre lobby, non moins puissant, celui de l'industrie du numérique. Ajoutant : les dangers du tabac sont cacahuètes à côté de ceux du numérique. Puisqu'il le dit, c'est vrai ? Pas nécessairement mais une discussion libre et ouverte ne serait pas malvenue.

Note :

À trois acteurs clés de l'école numérique wallonne, MM. Boudrenghien, Brixty et Lebrun, a été envoyé le 24 novembre 2016, un courrier demandant quelques explications sur la raison d'être du programme. Il est resté, en date du 6 décembre, sans réponse.